



Mai 2007

Maison de l'Ingénieur - 56, boulevard d'Anvers
67000 Strasbourg

Tél./Fax : 03 88 41 10 05. Email : secretariat.arisal@neuf.fr
www.arisal.org

1

EDITORIAL

SOMMAIRE

LE CNISF AFFIRME SES POSITIONS

Un tournant dans la société française stimulée par l'élection présidentielle, une prise de conscience collective des exigences du développement durable, favorisée par des médias enfin clairvoyants, peut-être alarmistes, une relation européanisée entre la recherche et l'enseignement supérieur : autant de raisons pour le CNISF de formuler son avis sur des enjeux de société, d'informer les politiques, d'entraîner les URIS. Nous en sommes heureux et fiers.

Car la qualité et la pertinence des positions du CNISF, ses propositions d'actions, rejoignent pour la plupart les avis de chacun de nos membres. La réflexion des groupes de travail conduit à des messages robustes, donne des bases d'échange.

Je vous invite à en prendre connaissance sur le site web www.cnisf.org, et nous faire part de vos suggestions. Le débat est ouvert.

Marie Christine Creton
Présidente

Editorial	1
Agenda	2
Informations ARISAL	3
Vie de l'association	3
Assemblée Générale 24 Mars 2007	
Conférence Tram et Tram-Train	
Actualités	10
Matinales de l'ArtCafe	
Besoin d'Air	
.....Flash-Info CNISF	
.....Regards vers l'Europe et au-delà	
Forum Carolus	



A noter sur vos agendas

Calendrier régional

CNISF	12 Mai 2007	Assemblée Générale	Paris
ARISAL	Du 12 au 14 octobre 2007	Comité des régions	Strasbourg

Calendrier du Bureau

Date	Réunion	Lieu
Lundi 4 Juin	Conseil d'Administration	Maison de l'Ingénieur - Strasbourg
Lundi 2 juillet	Conseil d'Administration	Maison de l'Ingénieur - Strasbourg
Lundi 12 Novembre	Conseil d'Administration	INRA Colmar

Informations ARISAL

Organisation du Comité des Régions / Annuaire Edition 2007
12, 13 et 14 octobre 2007

APPEL A TOUS

A l'occasion du Comité des Régions qui se tiendra à Strasbourg les 12, 13 et 14 octobre 2007, l'ARISAL va simultanément :

- éditer un annuaire de ses membres,
- éditer un programme de ces journées d'octobre.

Ces deux documents mis à disposition de nos membres seront de plus remis aux participants venus des 25 URIS de France du CNISF ainsi qu'à toutes les autorités locales et régionales concernées.

Pour faire face aux dépenses correspondantes nous vous proposons d'insérer des encarts publicitaires qui, pour tout accord donné avant le 30 juin 2007, figureront à la fois dans l'annuaire et dans le programme.

Au-delà de cette date, les insertions seront dissociées.

Vous trouverez ci-dessous le montant des participations souhaitées suivant la nature et la dimension de l'insertion.

Nous vous remercions de l'aide que vous voudrez bien ainsi nous apporter.

Contact : **Thierry BECK** – tbeck@libertysurf.fr

Emplacement	Nombre disponible	Format en mm Hauteur x Largeur	Participation souhaitées en €
1 page couleur . 2 ^{ème} de couverture	1	290 x 200	600,00
1 page couleur . 3 ^{ème} de couverture	1	290 x 200	500,00
1/2 page couleur . 3 ^{ème} de couverture	2	145 x 200	420,00
1/3 page noir et blanc	-	92 x 200	140,00
1/2 page noir et blanc	-	190 x 200	240,00
1 page noir et blanc	-	290 x 200	400,00



La Vie de l'Association

Assemblée générale

**Samedi 24 mars 2007 – 10h15
à Mulhouse**

L'an deux mil sept, le samedi vingt quatre mars à dix heures et quinze minutes, les membres de l'ARISAL, association inscrite au Registre des Associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg sous le volume LXXIV, folio n° 11, dossier n° 11/1996 se sont réunis en Assemblée Générale en les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie sise 8 rue du 17 Novembre à Mulhouse 68100, sur convocation de la Présidente.

L'assemblée est présidée par Madame Marie-Christine CRETON en sa qualité de Présidente.

La Présidente déclare ouverte l'Assemblée Générale de l'ARISAL appelée à statuer sur l'exercice 2006. La Présidente propose à l'assemblée de respecter une minute de silence en mémoire de Claude CHULOT, membre du Conseil d'Administration, décédé en décembre 2006 et des membres de l'ARISAL récemment disparus.

La Présidente remercie le Directeur Général de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Mulhouse d'avoir bien voulu accueillir notre Assemblée, et souhaite la bienvenue aux membres présents. Il est procédé à la signature de la liste d'émargement et des délégations de pouvoir, sachant qu'un membre individuel participant ne peut être porteur de plus de deux pouvoirs.

28 membres individuels et 3 Présidents de Groupements sont présents, 38 membres individuels ont par ailleurs envoyé un pouvoir dont 30 ont été validés.

L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- 1/ Accueil des participants
- 2/ Approbation du Procès Verbal de l'Assemblée Générale du 06 mai 2006
- 3/ Rapport moral pour l'exercice 2006
- 4/ Rapport financier
- 5/ Rapport des Réviseurs aux Comptes
- 6/ Programme d'activité 2007
- 7/ Budget prévisionnel 2007
- 8/ Cotisations 2008
- 9/ Elections au Conseil d'Administration
- 10/ Désignation des Réviseurs aux Comptes
- 11/ Divers

La Présidente aborde le deuxième point de l'ordre du jour :

2 APPROBATION DU PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 06 MAI 2006
Le Procès Verbal de l'Assemblée Générale du 06 mai 2006 tenue au « Vaisseau » à Strasbourg a été publié dans le POINT ARISAL de juin 2006.

Le Procès Verbal est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

3/ RAPPORT MORAL POUR L'EXERCICE 2006

Lors de la réunion du Conseil d'Administration du 12 juin 2006, la Présidente a proposé la composition suivante du Bureau, laquelle a reçu l'accord unanime du Conseil :

Présidente Marie-Christine CRETON
Président d'Honneur Jean BOULEAU
Vice-Présidente Communication Céline WINTER
Vice-Président « Adhésions » Claude MAURER
Vice-Président « Relations Industrie » Serge RULEWSKI
Trésorier René HUBER
Trésorier Adjoint Françoise GASSER
Trésorier Adjoint Jean-Marie OHLMANN
Secrétaire Général René GUERRIER

Par ailleurs, l'Assemblée a désigné pour l'exercice 2006 Jean-Pierre FREUND, Maurice FRACASSI, Michel STOCK comme Commissaires aux Comptes.

En début d'exercice 2006, la composition du Conseil d'Administration est la suivante :

Jacques BAUDOUIN, Thierry BECK, Claude BERNHARD, Jean BOULEAU, Claude CHULOT, Marie-Christine CRETON, Françoise GASSER, Marcel GROELLY, Michel GROSMAN, René GUERRIER, René HUBER, André JUNG, Willy KRESSER, François LOOS, Jean-Jacques LUTTRINGER, Claude MAURER, Jean-Claude MUTSCHLER, Jean-Marie OHLMANN, Eric OSTERTAG, Jacques PRENVEILLE, Serge RULEWSKI, Gérard SIMON, Jean-Michel STAERLE, Céline WINTER.

Membres invités de droit :

Noël CLAVELLOUX, Jean-Guy GALINDO, Pierre KANNMACHER, Marcel PARISOT, Pierre LECOANET, Jean-Pierre WIDEMANN.

- Réunions statutaires

9 réunions du Conseil d'Administration ont eu lieu (minimum statutaire 2) les 09 janvier, 06 mars, 10 avril, 06 mai (AG), 12 juin, 03 juillet, 18 septembre, 06 novembre à Turckheim, 04 décembre.

Une réunion des Présidents de Groupements a eu lieu le 17 novembre chez EIFFAGE à Lauterbourg.

- Publications

POINT ARISAL : Janvier, juin, novembre 2006.

- Manifestations
 - . Soirée au Pavillon Joséphine le 28 janvier 2006.
 - . Conférence franco roumaine le 03 mars 2006.
 - . Manifestation VDI-ARISAL chez Lilly le 17 mars 2006.
 - . Conférence exceptionnelle le 17 octobre 2006 à L'INSA. Thème : « L'industrie automobile est-elle un modèle d'excellence industrielle » par Pierre BEUZIT, ex-Directeur du département innovation chez Renault.

. La Présidente souligne par ailleurs l'action novatrice menée par Eric OSTERTAG pour la sensibilisation des jeunes aux métiers scientifiques et techniques. Eric OSTERTAG expose les principes de cette action utilisant un robot pour capter l'attention. Cette action est, pour l'instant, soutenue financièrement par le CNISF et la Communauté Urbaine de Strasbourg. Une des difficultés est de convaincre les Proverseurs pour pouvoir intervenir.

La Présidente fait appel à l'Assemblée pour établir si possible des contacts pour favoriser le développement de cette action.

. Jean BOULEAU donne lecture d'un message de Pierre LECOANET, Délégué Interrégional du CNISF, qui souhaitait participer à notre Assemblée mais en a été empêché. Il insiste notamment sur les « Prix CNISF » Prix Chereau Lavet, Prix des Ingénieurs de l'année et souhaite que les URIS se préoccupent de présenter des dossiers.

Il signale l'enquête CNISF sur la situation des Ingénieurs, enquête qui porte sur 600 000 destinataires et la préparation pour le CNISF d'un répertoire général des Ingénieurs.

4/ RAPPORT FINANCIER

René HUBER distribue un document détaillé retraçant les recettes et les dépenses de l'exercice 2006 qui se solde par un excédent de 339,32 euros.

Pas de remarque de l'Assemblée.

5/ RAPPORT DES REVISEURS AUX COMPTES

Michel STOCK donne lecture du rapport qui propose l'approbation des comptes et l'octroi du quitus au Conseil d'Administration.

Après mise aux voix par la Présidente, le rapport financier et le quitus au Conseil d'Administration sont approuvés à l'unanimité des membres présents et représentés.

La question de l'établissement d'un reçu fiscal pour les cotisations ARISAL fera l'objet d'une information dans le prochain POINT ARISAL.

La Présidente remercie tous ceux qui ont œuvré pour le bon fonctionnement des finances de l'association.

6/ PROGRAMME D'ACTIVITE 2007

. L'événement 2007 est la tenue à Strasbourg, les 11-12 et 13 octobre, du Comité des Régions du CNISF regroupant des représentants des URIS de toute la France.

La Présidente donne la parole à Willy KRESSER :

Il précise que diverses actions sont en cours pour obtenir des subventions afin qu'un bon nombre de membres de l'ARISAL puisse intervenir pour la bonne organisation de ces journées pour un coût acceptable. Le programme est en cours de préparation et comportera des séances de travail organisées par le CNISF, le 12 octobre à l'École de Physique de Strasbourg à Illkirch, le 13 octobre à l'INSA.

Le programme comprendra une réception par le Conseil Régional, une par la Mairie de Strasbourg et une par la CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin et divers temps récréatifs ou touristiques pour les accompagnants.

L'ARISAL compte sur la participation massive de ses membres pour une pleine réussite de ces journées.

L'organisation d'une conférence en octobre est à l'étude.

La Présidente expose à l'Assemblée les raisons de sa proposition de faire adhérer l'ARISAL en qualité de Membre Bienfaiteur à l'association « Fond'Action Alsace » installée 56 boulevard d'Anvers, structure qui nous aide au plan secrétariat : cette adhésion (700 euros) a une signification de reconnaissance.

Mise aux voix, cette proposition est acceptée à la majorité des membres présents et représentés. 55 voix « pour » et 3 abstentions.

La Présidente propose alors à l'Assemblée de faire adhérer l'ARISAL à l'association Alsace-Tech récemment créée, qui regroupe 8 écoles d'Ingénieurs en Alsace et a obtenu le soutien actif de la Région et des acteurs économiques. La cotisation « Personne Morale » est de 200 euros, celle de « Personne Physique » de 30 euros.

La proposition est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

7/ BUDGET PREVISIONNEL

René HUBER commente le rapport distribué. Le poste « actions spécifiques » est relatif au Comité des Régions d'octobre 2007, il représente une charge prévisionnelle de 27 000 euros, pour une contribution de 23 000 euros de la part des participants, une prévision de subventions de 4 000 euros et une prise en charge de 1 000 euros par l'ARISAL pour faciliter la participation de ses membres.

Une dépense de 3 000 euros a été inscrite pour la réédition de l'annuaire.

Un appel est lancé aux membres en retard de leurs cotisations.

La Présidente remercie tous ceux qui contribuent à gérer l'activité de l'ARISAL.

Le budget prévisionnel mis aux voix est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

8/ COTISATIONS 2008

La Présidente propose de fixer la cotisation individuelle à 42 euros et de la majorer de 1 euro, soit un total de 43 euros, pour constituer un fonds de solidarité géré par le Bureau et destiné exclusivement à alléger la cotisation des membres individuels en difficulté.

La cotisation par membre de groupement est proposée à 2,5 euros.

La proposition mise aux voix est acceptée par 56 voix pour 2 abstentions.

9/ ELECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Présidente propose à l'Assemblée de ratifier la cooptation comme membre du Conseil de Thierry MARIER et de Knut HAWERKAMP et signale que sont sortants à la présente Assemblée :

Jean BOULEAU qui se représente à vos suffrages,
Marie-Christine CRETON qui se représente à vos suffrages,
René GUERRIER qui se représente à vos suffrages,
Jean-Marie OHLMANN qui se représente à vos suffrages,
Gérard SIMON qui ne se représente pas,
Jean-Michel STAERLE qui ne se représente pas.

Un appel à candidatures nouvelles n'ayant pas eu de réponse, la Présidente met aux voix la nouvelle composition du Conseil.

La proposition est acceptée à la majorité des membres présents et représentés. 50 voix « pour », 8 « contre ».

L'Assemblée est alors informée des nouvelles dispositions décidées par le CNISF pour le vote des URIS à l'Assemblée Générale du CNISF. En 2008, les membres individuels recevront de Paris des bulletins de vote individuels. L'ARISAL les dépouillera, pourra y ajouter les voix de ceux qui n'auront pas répondu plus un certain nombre de voix issues des Groupements adhérents et cotisants dont la détermination n'est pas encore fixée.

10/ DESIGNATION DES REVISEURS AUX COMPTES

Maurice FRACASSI, Jean-Pierre FREUND, Michel STOCK acceptent de se représenter.

11/ DIVERS

La Présidente propose de fixer la composition du Bureau lors du Conseil d'Administration du 02 avril 2007.

Elle remercie tous les participants et clôt l'Assemblée Générale à 12h20.

La Présidente donne alors la parole à Monsieur Eugène RIEDWEG, Premier Maire Adjoint, pour un exposé sur le dispositif original Tram-Train mis en place à Mulhouse.

Un déjeuner convivial au restaurant « Chez Oscar », suivi d'un parcours en tram et de la visite des ateliers d'entretien des trams, de la SOLEA, ont clôturé cette journée.



Marie-Christine CRETON
Présidente

René GUERRIER
Secrétaire Général et Secrétaire de Séance

« TRAM ET TRAM-TRAIN A MULHOUSE »
« Le développement durable au cœur des projets »

Conférence de clôture de l'Assemblée Générale
Samedi 24 mars 2007 – Mulhouse

Eugène RIEDWEG, Premier Maire Adjoint à Mulhouse et Vice-Président de la CAMSA, connaît parfaitement le double projet de tram et tram-train, dans lequel il est impliqué depuis de nombreuses années.

La conférence qu'il a donnée dans les locaux de la CCI de Mulhouse, mis aimablement à notre disposition pour l'Assemblée Générale de l'ARISAL, a passionné un auditoire attentif.

Formalisé dans le cadre d'une loi (dite Corinne LEPAGE) imposant aux agglomérations de plus de 100 000 habitants de disposer d'un plan de déplacement urbain, le projet de tram et tram-train est adopté en 2001, avec 8 objectifs clés, touchant à la sécurité, à la santé, à l'accessibilité, au stationnement... Mais c'est déjà en 1990 que sont menées les premières réflexions, en 1998 lancées les études, pour finir par l'inauguration en mai 2006 de 2 lignes du tram, construites simultanément pour réduire la durée des nuisances.

A ce jour, ce sont 12 km de réseau, 24 stations, 27 rames achetées, 2 parking relais, une fréquence quotidienne d'un tram toutes les 6 à 8 minutes, 83 000 déplacements par jour (40 000 en tram, 43 000 en bus), un budget de 249 M€..

Les lignes seront prolongées en 2009 vers le nord et l'est.

Porté par Région Alsace, le département 68, RFF, SNCF et SITRAM (Syndicat Intercommunal des Transports de l'Agglomération Mulhousienne), ce projet fédérateur a érigé le développement durable en principe : les impacts environnemental, sociétal et économique ont été soigneusement analysés et maîtrisés. Le public a été consulté pour de nombreux choix.

Quant au projet de tram-train, sur 40 km vers la vallée de la Thur et Lutterbach (RN 66 aujourd'hui complètement saturée), il veille à ne pas créer de rupture de charge, interopérabilité et interconnexions sont exigées au cahier des charges : on rejoindra depuis Thann le Centre de Mulhouse sans changement, ceci dès décembre 2010. Il s'agira du premier tram-train interconnecté français, avec 6 arrêts communs avec le tram.

A ce jour, ce parcours engendre 90 000 déplacements par jour, dont 91 % par la route. Budget du projet : 195 M€.

Une partie des ressources des 2 projets provient du « versement transport », taxe sur la masse salariale des entreprises de plus de 9 personnes, dont le taux maxi légal est de 1,8 %.

En conclusion, ce double projet est perçu comme un projet raisonné et maîtrisé.

La visite des locaux d'entretien de la SOLEA, exploitant du tram, ainsi qu'un parcours citadin dans un tram jaune éclatant, complètent la conviction acquise par chacun à l'issue de la conférence : Mulhouse fait peau neuve et joue efficacement sa nouvelle carte. Il nous reste à lui souhaiter le développement auquel elle aspire.

Propos recueillis par Marie-Christine CRETON

Actualités et Conférences

Les matinales de l'ART'Café 15 Février 2007- L'arrivée du TGV

Marie-Pierre MEYNARD, oratrice jeune, souriante et ouverte, qui à 47 ans a déjà œuvré dans les plus hautes sphères de l'Administration Nationale, actuellement Directrice Régionale de la SNCF,
et

Jean-Luc FOURNIER (Agence Strasbourgeoise de Presse), animateur plein d'humour connaissant bien le sujet traité,

ont fait de cette matinée un moment particulièrement intéressant qui a donné du projet T.G.V. une vision réaliste et documentée tranchant sur les commentaires habituels, plus ou moins incantatoires, nous annonçant les avantages innombrables que ce moyen de transport amélioré va apporter à Strasbourg, à l'Alsace et à l'Europe toute entière.

L'Alsace attend depuis des décennies l'arrivée du T.G.V., ce qui permet de comprendre l'agacement des alsaciens, mais, résolument tournée vers l'avenir Madame MEYNARD ne veut pas s'attarder sur le passé, il est inutile de reconstruire l'histoire.

- Notre prochain train rapide c'est JUIN 2007. Paris à 2h20 de Strasbourg.
- Le vrai T.G.V. Paris - Strasbourg verra le jour dans 4 à 5 ans.
- 2011 c'est le T.G.V. Rhin-Rhône.
- Le T.G.V. européen vers Munich, Vienne, Budapest, pose encore de multiples questions tant techniques que financières. Toutefois, une décision récente est à inscrire au dossier : le doublement du pont de Kehl pour franchir le Rhin est prévu pour 2010.
- Il n'empêche que tous les pays concernés ne sont pas familiarisés avec les contraintes de la grande vitesse, signalisations, infrastructures spéciales ..., même si l'écartement des voies est maintenant standard, sauf en Espagne, de plus, bien sûr, ce sont des milliards d'euros qu'il faut investir.

En outre, les « opérateurs » qui, à l'horizon 2012, exploiteront le réseau ferré européen, par concessions des Etats qui l'auront construit, sont sceptiques sur la rentabilité de certains tronçons et leur avis pèse dans la balance.

L'analyse prospective du comportement des utilisateurs cherche à définir les zones de « pertinence » du T.G.V. par rapport au transport aérien. La règle des 3 heures pour aller d'une ville à l'autre semble valable, une durée plus longue donne l'avantage à l'avion.

Par ailleurs, la concurrence avec le transport aérien est actuellement faussée, car les infrastructures des aéroports sont financées par des taxes alors que la SNCF doit mettre dans le prix des billets le coût des infrastructures ferroviaires, 30% environ du prix final.

Alors ? Le billet T.G.V. malgré les protestations coûtera 18% à 35% de plus que le billet de chemin de fer actuel. La vitesse a un coût et néanmoins la SNCF s'attend pour 2007 à une perte d'exploitation en se basant sur un taux moyen d'occupation de 85%.

Rassurante, Madame MEYNARD précise que 5 600 entreprises et 1 400 particuliers interrogés, ont à 80% dit « oui » à cette hausse des prix.

En tout cas, le tarif ne sera pas figé et variera selon les taux de remplissage comme c'est le cas pour le transport aérien.

Mais, la mise en œuvre de ce vaste projet perturbe considérablement la desserte régionale des T.E.R.. Il est vrai que les travaux du T.G.V. interfèrent plus ou moins avec le fonctionnement des lignes secondaires. Depuis le début de l'année, 6 chantiers sont ouverts en parallèle pour le T.G.V. et pourtant, n'exagérons rien, dit notre oratrice.

En 2006 au plan national, notre région est classée 3ème avec un taux de régularité des trains de 94,6% (la régularité est à 100% à + ou - 5 minutes par rapport à l'horaire théorique), le major n'a jamais que 95% de régularité.

Certes, mais il y a une façon de faire qui permet d'échapper à l'analyse statistique précédente, il suffit de modifier les horaires des trains pour tenir compte des contraintes des chantiers.

Oui, bien sûr, mais ainsi que le souligne un chef d'entreprise, si la statistique régularité y gagne, les salariés de son entreprise en font les frais qui, pour la plupart, rentrant sur Mulhouse leur journée de travail terminée, ont vu l'heure de départ du train passer de 18h25 à 19h10. Ces 45 minutes de décalage sont mal supportées par les intéressés qui souhaitent rentrer chez eux.

Bien sûr, on ne peut éviter les réactions en chaîne et c'est regrettable mais il faut gérer aujourd'hui 550 T.E.R. par jour et demain 630 !

Autre question, qu'en est-il des problèmes de parking pour les individus, pour les groupes, comment seront les accès aux trains depuis les endroits où le voyageur se retrouve avec les bagages ?

La restauration à bord du T.G.V. ne sera pas haut de gamme car trop chère, le style sera restauration rapide du genre demi - sandwich des vols sur Paris, souligne un intervenant.

Mais, en définitive, quand l'intendance sera en place et rodée, y aura t'il davantage de parisiens qui viendront à Strasbourg ou davantage de strasbourgeois qui iront à Paris ?

La réponse n'est pas connue et dépendra des motivations que l'Alsace saura créer. Pour le moment, le modèle retenu est symétrique. Le T.G.V. n'est qu'un outil, ce qui importe c'est ce que l'on veut en faire. Soyons patients, convaincus et obstinés, le T.G.V. transeuropéen sera un pilier du redémarrage de la structuration de l'Europe.

Propos recueillis par René GUERRIER et Eric OSTERTAG

« Besoin d'Air »

« La nouvelle vision du MEDEF »

Cet ouvrage qui vient de paraître aux éditions du SEUIL est le résultat d'une mise en forme par Laurence PARISOT, Présidente du MEDEF, des contributions de 50 000 Chefs d'Entreprises, à une grande enquête animée par le MEDEF.

Le MEDEF du Bas-Rhin a proposé au public une rencontre avec différents intervenants en vue d'analyser et de commenter les trois thèmes de base de l'ouvrage :

PROSPERITE – LIBERTE- DURABILITE

Régis BELLO a d'entrée de jeu planté le décor qui explique la démarche collective entreprise.

La croissance de l'économie mondiale, c'est-à-dire l'augmentation de la capacité à produire des richesses a connu deux impulsions exceptionnelles au 19ème siècle « la révolution industrielle », au 20ème siècle « l'informatique », et s'est installée à un taux annuel moyen de 5 %.

La France a commencé à décrocher par rapport à la moyenne en 1980, et sur les six dernières années le taux moyen de croissance de son économie est de 1,8 % contre 2,4 % pour la Grande Bretagne, et 2,5% pour les U.S.A..

Si l'on regarde le PIB par habitant des 30 pays membres de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques), en 1970 la France était 9ème en 1981, 11ème en 1990, 13ème et en 2005, 15ème.

Les raisons de cette régression sont principalement les prélèvements de l'Etat et l'organisation du travail.

Le taux de prélèvement de l'Etat qui était de 30% en 1970 est passé à 44 % en 2005, soit 3,5 fois la moyenne des pays de l'OCDE.

Dans les 44 % de prélèvement, 17 % sont prélevés sur les entreprises alors que la moyenne pour l'OCDE est de 10 %.

La compétitivité des entreprises française en est sérieusement affectée.

Dans le même temps, la dette publique est passée de 20 % du PIB national en 1975 à 66 % aujourd'hui.

La réglementation française du travail est également défavorable : l'âge de la retraite est fixé en France à 60 ans, en Allemagne à 65 ans, en Grande Bretagne à 68 ans.

Le nombre d'heures de travail par an est de 1 450 en France, 1 600 en Suède, 1 700 en Grande Bretagne, 1 850 aux U.S.A..

Ce constat nous dit Régis BELLO est accablant.

Alors pour sortir de cette spirale descendante, il faut dans un premier temps définir des « axes » d'action puis en déduire les moyens à employer pour les suivre.

~~~~~

**PROSPERITE :** Le premier axe à retenir est la prospérité, c'est-à-dire l'augmentation des richesses produites par l'économie nationale, car le bien-être, l'épanouissement de chacun demande d'avoir à sa disposition une quantité de richesse suffisante que seule la prospérité nationale peut lui fournir.

Quittons l'illusion qu'une meilleure répartition des revenus soit une solution, la totalité des rémunérations des dirigeants des grosses sociétés qui, à juste titre défraient la chronique, répartie sur la totalité des autres salariés ne donnerait à chacun que 6 euros environ de plus par mois. Ce n'est pas la direction prioritaire.

**LIBERTE :** Le deuxième axe est la liberté et le chemin vers la liberté est la responsabilité.

Il est vrai que bien souvent est associée l'idée de liberté une connotation d'individualisme, d'égoïsme aussi, chez nous, la liberté est menacée d'étouffement par la profusion des lois, des décrets, des règlements qui a pour conséquence d'enlever aux « acteurs » leurs marges de manœuvre et de diluer leurs responsabilités.

Aux 9 000 lois et 120 000 décrets officiellement recensés en 2000 sont venus s'ajouter en moyenne 70 lois, 50 ordonnances et 1 500 décrets chaque année. Aujourd'hui le Code du Travail c'est 2 000 pages, le Code Général des Impôts 2 500 !!

Les propositions pour sortir de l'impasse ne manquent pas ; réviser la Constitution afin que le domaine de la loi se limite aux grands principes notamment dans le domaine du droit du travail et donner aux partenaires sociaux la liberté d'application de ces principes et d'en proposer l'évolution, remettre à plat l'assurance chômage, etc...

**DURABILITE :** La durabilité, dans un monde qui se transforme à vive allure n'est pas une notion évidente.

Pourtant, les bonnes décisions ne se prennent qu'en regardant à l'horizon.

Une société durable est une société ouverte.

Le concept « d'acquis social », s'il encourage seulement la passion de la fixité, apparaît comme un concept caduc et stérilisant.

Il est nécessaire de changer pour durer :

Il nous faut dès maintenant permettre aux entreprises de s'impliquer auprès des enseignants et conseillers d'orientation et des élèves. Il faut que la méfiance entre le monde de l'école et le monde de l'entreprise s'atténue. Il est temps d'ouvrir des passages entre les carrières de l'Education Nationale et

celles de l'entreprise, pourquoi un Professeur de français ne pourrait il pas rejoindre une cellule de communication interne.

Enfin, pour nous il est clair que l'Europe est une chance historique. Face à des blocs puissants et rapides comme la Chine, les Etats-Unis, l'Inde ou le Brésil, comment peser si l'on reste isolé ?

Il nous appartient de prendre notre bâton de pèlerin pour mobiliser chaque français sur la stratégie de « Lisbonne » où se tenait en l'an 2000 le Conseil Européen :

« Faire de l'Union Européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à l'an 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.

Propos recueillis par René GUERRIER

## Liste des 'Flash Infos' disponibles

L'ensemble des bulletins d'information édités par le CNISF est disponible sur le site internet <http://www.cnisf.org>, rubrique Flash Infos. Si vous n'avez pas les moyens de les télécharger, et si vous souhaitez recevoir une copie, voici la liste des derniers numéros parus. Nous vous enverrons avec plaisir un exemplaire imprimé si l'un ou l'autre des sujets ci dessous vous intéresse.

### Année Numéro Titre

- |             |                       |                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>2007</b> | <a href="#">07-07</a> | Objet : Petit-déjeuner Lamennais du 22 mars 2007 : <b>Pervenche Berès</b> -<br>Parlementaire européenne (PS), Présidente de la Commission économique<br>et monétaire du Parlement européen                                                                                    |
|             | <a href="#">07-06</a> | Objet : Salon des Ingénieurs du 7 juin 2007, premier Salon de recrutement<br>des ingénieurs et des scientifiques, exceptionnellement au Parc des<br>Expositions de la Porte de Versailles (hall 4) de 9h à 19h                                                                |
|             | <a href="#">07-05</a> | Objet : Petit-déjeuner Lamennais du 28 février 2007 : <b>Georges Pénalver</b><br>Directeur exécutif en charge du marketing stratégique du groupe France<br>Télécom                                                                                                            |
|             | <a href="#">07-04</a> | Objet : Appel à candidatures pour le Prix des Ingénieurs de l'année 2007                                                                                                                                                                                                      |
|             | <a href="#">07-03</a> | Objet : Promotion du Grand Prix Chéreau-Lavet, prix de l'ingénieur inventeur                                                                                                                                                                                                  |
|             | <a href="#">07-02</a> | Objet : Petit-déjeuner Lamennais du 24 janvier 2007 : Charles de Courson<br>Député UDF de la Marne, Premier vice-président du conseil général de la<br>Marne                                                                                                                  |
|             | <a href="#">07-01</a> | Objet : Les voeux du CNISF                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>2006</b> | <a href="#">06-22</a> | Objet : Petit-déjeuner Lamennais du du 29 novembre 2006 : <b>Christian<br/>GAUDIN</b> Sénateur Union centriste de Maine-et-Loire, rapporteur de l'Office<br>parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques                                              |
|             | <a href="#">06-21</a> | Objet : Petit-déjeuner Lamennais du 24 octobre 2006 : <b>Jacques VALADE</b><br>Sénateur UMP de la Gironde Président de la Commission des affaires<br>culturelles du Sénat.                                                                                                    |
|             | <a href="#">06-20</a> | Objet : le Prix des Ingénieurs de l'Année (en 7 catégories), du à l'initiative du<br>CNISF et de l'Usine Nouvelle ainsi qu'Industrie et Technologies, a été remis<br>le 13 décembre à neuf ingénieurs sous la présidence de François Loos,<br>ministre délégué à l'Industrie. |
|             | <a href="#">06-19</a> | Objet : remise du Prix Chéreau Lavet – Grand Prix de l'Académie des<br>technologies 2006 à <b>Daniel LECOMTE</b> (ENSEA)                                                                                                                                                      |



**Regards vers l'Europe et au-delà**  
**(En lisant les Flash-VDI de notre ami Willy KRESSER)**

- Large Hadron Collider

Le LHC, le super synchrotron du CERN à Genève est un nouvel accélérateur de particules dont l'anneau enterré à plus de 50 m sous terre, a un diamètre de 27 km et coûte 6 Mrd d'euros.

Il entrera en service en 2007. Plus de 10 000 chercheurs et 500 instituts participent à la réalisation de ce projet. Les particules accélérées sont des protons et des ions de plomb. Les énergies de collision sont de 14 Tera-électrovolt (Tera = 1 000 milliard) pour les protons et de 1 150 Tera-électrovolt pour les ions de plomb. Les supraconducteurs nécessaires à la formation des champs électromagnétiques nécessitent une température de 1,9 K (- 271°C). Les électro-aimants, à supra, conducteurs sont au nombre de 1 232, l'intensité du courant dans les spires est de 13 000 A. Le champ magnétique produit est de 8,3 Tesla\* et la puissance électrique nécessaire est de 120 MW. Le nombre de données que fournira le détecteur Atlas (46 m de long, haut de 25 m) lors des expériences prévues, sera de 15 Petabytes par an (Peta = 1 millions de milliards).

\* Tesla = Unité d'induction magnétique correspondant à un flux de 1 Weber au travers d'une surface de 1 m<sup>2</sup> Weber - Wb) flux magnétique qui, traversant un circuit d'une seule spire y produit une force électromotrice de 1 Volt.

- Nanotechnologie

Le marché mondial est de 150 Mrd d'euros. Les pronostiques pour 2015 sont de 1 000 Mrd d'euros. Ces matériaux, d'une grandeur de 1 à 100 nm, sont analysés et expérimentés dans le cadre des nanotechnologies. A l'échelle manométrique les matériaux possèdent d'autres propriétés physiques que l'on met à profit dans les nanotechnologies. Par exemple, les propriétés optiques des particules manométriques changent, car elles sont plus petites que la longueur d'onde de la lumière et deviennent p. ex. transparentes. De même, les propriétés magnétiques, mécaniques, thermiques et électroniques sont influencées par la miniaturisation des matériaux. C'est pour cela que la Nanotechnologie est devenue une composante indispensable à presque toutes les branches industrielles : il en est ainsi de l'électronique, la chimie, l'industrie pharmaceutique, l'industrie de l'environnement en passant par la Biotechnologie, la construction automobile, l'aéronautique et l'espace, jusqu'aux technologies de l'information, la mécanique de précision et l'optique. La plage des produits contenant des matériaux hightech à base de nanotechnologie va de l'automobile et la mécanique, en passant par les articles de sport et la cosmétique, jusqu'aux thérapies douces contre les tumeurs et à la mémorisation des données.

- Retraite

L'Allemagne vient de relever l'âge légal de la retraite de 65 à 67 ans. Age moyen du départ à la retraite en 2005 : Suède = 63,7 ; Royaume Uni = 62,6 ; Espagne = 62,4 ; Allemagne = 61,3 ; Italie = 59,7 ; France = 58,8.

- Ariane 5, le marché des satellites ?

Ariane 5 ECA (10 t de charge) a déjà réussi 7 tirs. La fréquence des tirs va passer de 6 à 8 par an. Arianespace met la priorité sur la fiabilité des fusées et ne veut donc y apporter que des modifications mineures. Par contre EADS – Atrium qui construit le dernier étage d'Ariane voudrait continuer le développement et passer de 10 à 12 tonnes de charge utile et munir le dernier étage d'un système de

réallumage qui permettrait de placer deux satellites sur des orbites différentes au cours du même tir. La fusée Ariane va recevoir de la concurrence à Kourou même, où une rampe de lancement sera construite pour la fusée russe Soyus d'ici 2008. D'autre part, l'Europe prépare une fusée plus petite « Vega ». Un tir Ariane 5 (10 t) coûte 135 M€, celui de Soyus (7 t) 50 M€ et celui de Vega (2,5 t) 20 M€.

- Fonds actions Arabes

Les pays arabes ouvrent leurs marchés financiers. Uwe ZIMMER a créé le fonds « Merido Arab World ». Il pense que c'est le bon moment d'investir dans l'économie arabe des pays du Golfe en pleine expansion depuis quelques années. Leurs marchés sont découplés des marchés occidentaux car la participation totale des capitaux étrangers est inférieure à 0,5%. Or, les économies du Golfe sont très dynamiques et ont une croissance de 5,6% par an. Les marchés dans lesquels « Merido Arab World » est autorisé à investir représentent une capitalisation de 800 Mrd \$. L'économie des pays du Golfe ne repose pas uniquement sur le pétrole mais encore sur les matériaux de construction, l'hôtellerie, les services bancaires (crédit) et les télécommunications.

### Tribune Libre



Forum CAROLUS

D'abord provisoirement appelé « Think tank Alsace » durant la première année de préparation au cours de laquelle les premiers projets ont été lancés, le Forum Carolus a été baptisé le 1<sup>er</sup> septembre 2005, il y a un an. Comme tous les think tanks, le Forum Carolus a vocation à faire de la recherche appliquée, à être un laboratoire d'idées pour l'action, à proposer et initier, dans les domaines politiques, économiques et culturels, des projets d'intérêt général, susceptibles d'être transmis et mis en œuvre par des organisations opérationnelles telles que les entreprises, les agences de développement, les chambres de commerce, ou les collectivités territoriales. Pour remplir cette mission, le Forum Carolus rassemble, confronte et associe de manière transversale la réflexion de représentants de l'entreprise, de l'université et du monde politique et culturel. La confrontation de points de vues et d'expériences différentes est presque toujours fructueuse et les projets lancés sont portés par des équipes dont l'efficacité est ainsi exponentielle et ne correspond pas à la simple addition des membres qui la composent. De par la nature de son travail, la première richesse du Forum Carolus, est constituée par le vaste réseau interdisciplinaire et interprofessionnel, transfrontalier et international, qu'il a réussi à tisser. Autrement dit, au-delà de l'expertise individuelle des membres du Forum Carolus, par exemple l'expertise des membres du premier cercle que constitue les quarante-sept membres du comité de pilotage; la première valeur ajoutée du Forum Carolus est l'effet démultiplicateur constitué simultanément par la confrontation de points de vues et d'expériences diverses de ses membres mais aussi et surtout par l'accès, par eux, en cascade, à d'autres réseaux opérationnels.

Les projets du Forum Carolus s'articulent autour de deux axes complémentaires et participant à la mission générale du Forum : la visibilité internationale et la stratégie de notre région, cette dernière étant comprise de manière souple et pouvant englober, selon les projets, les régions voisines, françaises, allemandes, et suisses. Le premier axe de travail du Forum Carolus concerne le rôle européen de Strasbourg, le deuxième axe de travail est économique et vise à participer à l'élaboration d'une stratégie économique commune au sein de l'espace rhénan. Dans le cadre de cette réflexion économique, comme ARISAL, le Forum Carolus tente de construire des ponts entre le monde de l'entreprise et le monde de l'université et de la recherche, deux mondes s'ignorant trop souvent, particulièrement en France.

Le premier axe de travail, l'axe européen, comprend des publications, la participation à des colloques européens et l'organisation de séminaires par le Forum Carolus. Le Forum publie régulièrement des textes de fond sur les questions stratégiques européennes et le positionnement de Strasbourg dans des revues spécialisées (Revue Défense Nationale, Revue des Deux Mondes, The Federalist, World Affairs...) et dans la presse quotidienne (Figaro, La Croix, DNA...). Le Forum va également publier un livre collectif sur les modalités et les enjeux de la création d'une Avant-garde européenne associant le cœur carolingien de l'Union (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg) à des pays de l'Europe danubienne (Hongrie et Autriche). Les thèmes traités dans le cadre de cet axe de travail européen ont été essentiellement consacrés à l'importance pour Strasbourg et l'Alsace de ses relations avec l'Europe centrale et à la relance de la construction politique de l'Europe après l'échec du traité constitutionnel. Le Forum Carolus publiera avec la Revue des Deux Mondes un numéro spécial de cette prestigieuse revue sur l'Alsace et l'Europe centrale, en déclinant les différentes thématiques historiques, culturelles, politiques et économiques de ce sujet passionnant. Le Forum Carolus, en collaboration avec l'Académie Européenne de Strasbourg et l'Association Rhin-Volga (dont le Forum préside la commission politique) organise également le 5 octobre, un colloque international au Conseil de l'Europe sur « Les outils de l'indépendance de l'Europe ».

Le deuxième axe de travail, économique, du Forum Carolus s'intitule « stratégie économique dans l'espace rhénan » et s'attache à identifier des domaines stratégiques recelant un potentiel inexploité de coopération économique franco-germano-suisse. L'aire géographique de cet axe de travail s'étend du Rhin supérieur à l'espace rhénan, en y associant, autant que faire se peut et selon la pertinence inhérente à chaque projet, les autres régions du Grand Est français. Le premier projet initié est intitulé « aéronautique et spatial dans l'espace rhénan ». Il est parti du constat que l'Alsace avait la chance de disposer sur son territoire de grandes entreprises, d'universités et de centres de recherche de ce secteur clé (Messier Bugatti / Groupe Safran, Clemessy, International Space University, Institut Saint-Louis) mais aussi d'un nombre relativement important de PME dynamiques du même secteur. Tous ces acteurs collaborent peu et le plus souvent, pour les PME, ne se connaissent pas. Ce problème constitue en même temps une opportunité pour Carolus qui s'est fixé pour objectif de :

- Identifier les différents acteurs (entreprises, centres de R&D...) : une première base de données franco-germano-suisse de 400 entrées est déjà réalisée.
- Mettre en réseau les acteurs identifiés pour atteindre une masse critique, d'abord du côté français : entre l'Alsace et la Lorraine puis dans un deuxième temps avec les allemands.
- fédérer ce réseau autour de projets communs.

A court terme, le Forum Carolus en partenariat avec la CEEI Alsace et Alsace Technologie va publier un annuaire « Grand Est » des sociétés du secteur.

Le deuxième groupe économique du Forum Carolus est intitulé « Automotive – Medical Care ». Le secteur automobile avec ses nombreux sous traitants est vital pour les économies régionales des deux côtés du Rhin, tant en Alsace-Franche Comté, que dans le Bade-Würtemberg. Ce secteur et tout particulièrement ses sous traitants, sont confrontés à la mondialisation et de nombreuses entreprises menacent d'être délocalisées en Asie. Il est donc aussi dans l'intérêt des entreprises du secteur automobile de garder à proximité ces sous traitants avec leur savoir faire. Le secteur des équipements médicaux, comme le secteur de la santé, est quant à lui en pleine expansion. Ce projet a pour but de conjuguer nos efforts et de développer ensemble une stratégie commune en faisant travailler conjointement nos centres de recherche publics et privés et nos entreprises, tout en bénéficiant de la bienveillance des politiques. Ce projet répond à la logique des clusters, celle des synergies et de l'alliance de la carpe et du lapin sur un même territoire tout en s'appuyant sur nos deux pôles alsaciens (véhicules du futur et innovations thérapeutiques). De nombreux sous traitants du secteur automobile nous ont dit avoir déjà pensé travailler pour le secteur des équipements médicaux. Celui-ci, quant à lui, a des besoins de production manufacturière qui pourraient être remplis par les sous traitants du secteur automobile souffrant de plus en plus d'une sous charge de travail. Ce projet du Forum Carolus est présidé par un entrepreneur basé à Kehl, M. Hans NUSSBAUM, Président du Groupe Eponyme. Le projet a été lancé le 27 juin dans l'hémicycle du Conseil Régional d'Alsace et en présence de son Président, lors d'un atelier rassemblant les entreprises ayant signalé leur intérêt (dix entreprises françaises et dix entreprises allemandes) et les autres acteurs concernés (laboratoires, CEEI, DRIRE, CRIT...). En collaboration avec Kehl Marketing (Agence de promotion économique de la ville de Kehl, Bade-Würtemberg), le Forum Carolus a posé les bases d'un projet ambitieux de stratégie commune et de transfert de technologie entre le secteur automobile et celui des équipements médicaux. La société Laennext qui a participé à cette première rencontre du 27 juin, note dans sa newsletter de juillet-août 2006 : « une réunion enthousiaste et prometteuse (...) quand on sait que le deux pôles alsaciens promus concernent pour l'un le génie médical et pour l'autre l'automobile du futur, on croit volontiers une telle initiative gageuse de succès dans les mois à venir ».

*Henri de GROSSOUVRE*  
[grossouvre@forum-carolus.org](mailto:grossouvre@forum-carolus.org)  
[www.forum-carolus.org](http://www.forum-carolus.org)